

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2000 — 1906

[C — 2000/27349]

20 JUILLET 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon octroyant une prime aux entreprises qui créent ou développent une plate-forme de commerce électronique

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 16 décembre 1999 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2000;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12, alinéa 3;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 juillet 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence,

Considérant que la mise en place d'une plate-forme de commerce électronique nécessite de nombreux mois de travail entre la P.M.E. et le concepteur et qu'il est opportun de poursuivre des incitations afin de soutenir ces P.M.E. qui ont débuté un projet de plate-forme de commerce électronique avant le 30 juin 2000;

Considérant que cette mesure rétroagit au 1^{er} juillet 2000, il s'indique, dès lors, de prendre sans délai des mesures afin de prolonger ce soutien aux P.M.E. et de ne pas pénaliser celles qui ont réalisé des dépenses avant le 30 juin 2000;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Peut bénéficier de la prime, l'entreprise :

1° dont l'effectif d'emploi est inférieur ou égal à 100 travailleurs;

2° et dont :

a) soit le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 40 millions d'euro;

b) soit le total du bilan annuel n'excède pas 27 millions d'euro.

3° et qui n'est pas détenue à hauteur de 25 % ou plus du capital ou des droits de vote par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises ne correspondant pas aux prescriptions énumérées au présent article.

§ 2. Le seuil visé au § 1^{er}, 3°, peut être dépassé dans deux cas :

1° si l'entreprise est détenue par des sociétés publiques de participation, des sociétés de capital à risque ou des investisseurs institutionnels et à la condition que ceux-ci n'exercent, à titre individuel ou conjointement, aucun contrôle sur l'entreprise;

2° s'il résulte de la dispersion du capital qu'il est impossible de savoir qui le détient et que l'entreprise déclare qu'elle peut légitimement présumer ne pas être détenue à 25 % ou plus par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises qui ne correspondent pas aux prescriptions visées au § 1^{er};

§ 3. Le calcul des seuils d'effectifs et financiers s'opère par l'addition des données de l'entreprise et de toutes les entreprises dont elle détient directement ou indirectement 25 % ou plus du capital ou des droits de vote. »

Art. 2. Pour bénéficier de la prime, l'entreprise ne doit pas relever d'un des secteurs exclus visés à l'article 32.2, § 2, alinéa 2, de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique.

Les dépenses ou les investissements, d'un minimum de cent mille francs, doivent être directement liés à la mise à disposition sur internet des éléments repris à l'article 4, que ce soit par la création d'un site autonome ou par le recours à une plate-forme existante. Les frais de location ou d'hébergement, pour une durée d'un an maximum, peuvent être pris en considération, à l'exclusion de tous autres frais.

Art. 3. La prime représente 50 % du montant des dépenses ou des investissements réalisés en vue de créer, de louer ou de développer une plate-forme de commerce électronique, sans toutefois dépasser le montant de 500 000 francs.

L'entreprise ne peut bénéficier qu'une seule fois de la prime et ne peut la cumuler avec une autre aide publique pour le même objet.

Art. 4. La plate-forme de commerce électronique doit obligatoirement être réalisée en deux langues et doit comprendre :

1° une présentation de l'entreprise et ses conditions générales de vente;

2° un catalogue ou la base de données des produits ou des services offerts avec leurs tarifs;

3° un système de communication avec le client, comportant impérativement l'option du courrier électronique et un formulaire électronique de commande avec accusé de réception;

4° une description précise du système de livraison et du système de paiement;

5° les mentions légales et juridiques nécessaires avec, impérativement, la juridiction compétente en cas de litige.

La plate-forme de commerce électronique doit également comprendre :

1° un système de facturation en ligne;

2° un système de paiement électronique.

Art. 5. L'entreprise qui sollicite la prime doit apporter la preuve qu'elle est en règle vis-à-vis des législations et réglementations fiscales et sociales.

Elle introduit sa demande auprès de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne, accompagnée d'une copie de la (ou des) facture(s), des dépenses ou des investissements réalisés.

Les demandes de primes doivent être réceptionnées par l'Administration au plus tard le 28 février 2001.

Art. 6. Le Directeur général de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne prend sa décision sur base d'un contrôle opéré, via internet, de l'existence du site, de la présence des conditions minimum visées à l'article 4, alinéa 1^{er}, et de la conformité des factures aux dépenses et aux investissements admis.

Si les conditions sont remplies, la prime est versée à l'entreprise.

Art. 7. L'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 octroyant une prime aux entreprises qui créent ou qui développent une plate-forme de commerce électronique est abrogé.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2000 et cessera d'être en vigueur le 30 mars 2001.

Art. 9. Le Ministre de l'Economie et des P.M.E. est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 juillet 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2000 — 1906

[C — 2000/27349]

20. JULI 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gewährung einer Prämie an die Betriebe, die eine elektronische Handelsplattform schaffen oder entwickeln

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1999 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2000;

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung, insbesondere des Artikels 12, Absatz 3;

Aufgrund des am 17. Juli 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Einrichtung einer elektronischen Handelsplattform monatelange Arbeit seitens der K.M.B. und des Entwerfers erfordert und dass es zweckmäßig ist, weitere Anreize zu geben, um diese K.M.B., die bereits vor dem 30. Juni 2000 ein Projekt für eine elektronische Handelsplattform begonnen haben, zu unterstützen;

In Erwägung der Rückwirkung dieser Maßnahme auf den 1. Juli 2000 ist es demzufolge angebracht, unverzüglich Maßnahmen zu treffen, um diese Unterstützung der K.M.B. zu verlängern und um zu vermeiden, dass die K.M.B., die vor dem 30. Juni 2000 Ausgaben getätigt haben, benachteiligt werden;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - § 1. Der Betrieb kann in den Genuss der Prämie gelangen,

1° wenn sein Personalbestand 100 Arbeitnehmer nicht überschreitet;

2° wenn:

a) entweder sein Jahresumsatz 40 Millionen EURO nicht überschreitet;

b) oder die Gesamtsumme seiner Jahresbilanz 27 Millionen EURO nicht überschreitet;

3° und wenn er nicht um mindestens 25 % des Kapitals oder der Stimmrechte Eigentum eines oder mehrerer Betriebe ist, die den in dem vorliegenden Artikel angegebenen Bestimmungen nicht entsprechen.

§ 2. Die in § 1 3° erwähnte Schwelle kann in zwei Fällen überschritten werden:

1° wenn der Betrieb Eigentum öffentlicher Beteiligungsunternehmen, Risikokapitalunternehmen oder institutioneller Anleger ist und unter der Bedingung, dass diese auf individueller oder gemeinsamer Grundlage keinerlei Kontrolle auf den Betrieb ausüben;

2° wenn sich aus der Kapitalstreuung ergibt, dass unmöglich herauszustellen ist, wer über das Kapital verfügt, und wenn der Betrieb erklärt, dass er guten Rechts vermuten kann, nicht Eigentum eines oder mehrerer Betriebe zu sein, die den in § 1 angegebenen Bestimmungen nicht entsprechen.

§ 3. Die Berechnung der Personalbestands- und Finanzschwelle erfolgt durch die Summierung der Daten des Betriebs und aller Betriebe, in denen er direkt oder indirekt über 25 % oder mehr des Kapitals oder der Stimmrechte verfügt.

Art. 2 - Um in den Genuss der Prämie zu gelangen, darf der Betrieb nicht zu einem der in Artikel 32.2, § 2, Absatz 2 des Gesetzes vom 4. August 1978 über die wirtschaftliche Neuorientierung erwähnten ausgeschlossenen Wirtschaftszweige gehören.

Die Ausgaben oder Investitionen von einem Betrag von mindestens hunderttausend Franken müssen unmittelbar mit der Zurverfügungstellung im Internet der in Artikel 4 angeführten Elemente verbunden sein, sei es durch die Schaffung einer unabhängigen Webseite oder durch die Benutzung einer bereits vorhandenen Plattform. Die Kosten für die Miete oder die Benutzung können mit Ausnahme aller anderen Kosten für einen Zeitraum von höchstens einem Jahr berücksichtigt werden.

Art. 3 - Die Prämie entspricht 50 % des Betrags der Ausgaben oder Investitionen, die zwecks der Schaffung, der Miete oder der Entwicklung einer elektronischen Handelsplattform vorgenommen werden, ohne jedoch den Betrag von 500 0000 Franken zu überschreiten.

Der Betrieb kann die Prämie nur einmal erhalten und darf diese nicht zugleich mit einer anderen öffentlichen Beihilfe für den gleichen Gegenstand beziehen.

Art. 4 - Die elektronische Handelsplattform muss zwangsweise in zwei Sprachen ausgeführt werden und Folgendes enthalten:

- 1° eine Vorstellung des Betriebs und seiner allgemeinen Geschäftsbedingungen;
- 2° einen Katalog oder eine Databank über die angebotenen Produkte und Dienstleistungen unter Angabe der Preise;
- 3° ein System zur Kommunikation mit den Kunden, das zwangsweise die Option E-mail und ein elektronisches Bestellformular mit Empfangsbestätigung enthält;
- 4° eine genaue Beschreibung des Lieferungs- und Zahlungssystems;
- 5° die erforderlichen gesetzlichen und rechtlichen Angaben, wie auch zwangsweise die zuständige Gerichtsbarkeit für den Fall, dass ein Rechtsstreit vorliegt.

Die elektronische Handelsplattform muss ebenfalls Folgendes enthalten:

- 1° ein On-line-Fakturierungsverfahren;
- 2° ein elektronisches Zahlungssystem.

Art. 5 - Der Betrieb, der die Prämie beantragt, muss den Nachweis erbringen, dass er mit den steuerlichen und sozialen Gesetzgebungen und Vorschriften im Reinen ist.

Er reicht seinen Antrag unter Beifügung einer Abschrift der Rechnung(en), Ausgaben oder der getätigten Investitionen bei der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region ein.

Die Prämienanträge müssen spätestens am 28. Februar 2001 von der Verwaltung in Empfang genommen werden.

Art. 6 - Der Generaldirektor der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region trifft seine Entscheidung auf der Grundlage einer via Internet durchgeführten Kontrolle hinsichtlich der tatsächlichen Existenz der Webseite, der Einhaltung der in Artikel 4 Absatz 1 erwähnten Mindestbedingungen und der Übereinstimmung der Rechnungen mit den zugelassenen Ausgaben und Investitionen.

Art. 7 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Gewährung einer Prämie an die Betriebe, die eine elektronische Handelsplattform schaffen oder entwickeln, wird außer Kraft gesetzt.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Juli 2000 wirksam und tritt am 30. März 2001 außer Kraft.

Art. 9 - Der Minister der Wirtschaft und der K.M.B. wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Juli 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VANCAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2000 — 1906

[C — 2000/27349]

20 JULI 2000. — Besluit van de Waalse Regering tot verlening van een premie aan ondernemingen die een elektronische-handelsplatform creëren of ontwikkelen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 16 december 1999 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2000;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 12, derde lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 juli 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de installatie van een elektronische-handelsplatform een maandenlange samenwerking tussen de K.M.O. en de ontwerper inhoudt en dat het aangewezen is incentives voort te zetten ter ondersteuning van deze K.M.O.'s die een ontwerp van elektronische-handelsplatform vóór 30 juni 2000 hebben opgestart;

Overwegende dat deze maatregel vanaf 1 juli 2000 terugwerkt en dat het dan ook aangewezen is maatregelen te nemen om de ondersteuning van de K.M.O.'s verder te zetten en om de K.M.O.'s die uitgaven vóór 30 juni 2000 hebben gedaan niet te benadelen;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Een onderneming kan voor een premie in aanmerking komen wanneer :

1° haar personeelsbestand uit maximum 100 werknemers bestaat;

2° en wanneer :

a) ofwel haar jaarlijkse omzet maximum 40 miljoen euro bedraagt;

b) ofwel haar totaaljaarbalans maximum 27 miljoen euro bedraagt;

3° één of verscheidene bedrijven die niet aan de in dit artikel vermelde voorschriften beantwoorden minder dan 25 % van het kapitaal of van de stemrechten van de betrokken onderneming in handen hebben.

§ 2. De in § 1, 3°, bedoelde drempel kan in twee gevallen overschreden worden :

1° indien de onderneming in handen is van publiekrechtelijke participatiemaatschappijen, ondernemingen met risicodragend kapitaal of institutionele investeerders en op voorwaarde dat ze, individueel of gezamenlijk, geen controle uitoefenen op deze onderneming;

2° indien uit de kapitaalspreiding blijkt dat het onmogelijk is te weten wie het kapitaal in handen heeft en dat de onderneming verklaart dat ze wettig kan veronderstellen dat één of verscheidene bedrijven die niet aan de in § 1 vermelde voorschriften beantwoorden ze ten belope van minder dan 25 % in handen hebben;

§ 3. Met het oog op de berekening van de drempels voor de personeelsformatie en voor de financiën worden de gegevens van de onderneming samengeteld met die van alle bedrijven waarvan ze rechtstreeks of onrechtstreeks 25 % of meer van het kapitaal of van de stemrechten in handen heeft.

Art. 2. Om voor een premie in aanmerking te komen mag de onderneming niet ressorteren onder één van de uitgesloten sectoren bedoeld in artikel 32.2, § 2, tweede lid, van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering.

De uitgaven of de investeringen, die minimum honderdduizend BEF bedragen moeten rechtstreeks dienen om de in artikel 4 bedoelde gegevens ter beschikking te stellen op het internet, hetzij door het creëren van een autonome site of d.m.v. een bestaand gemeenschappelijk platform.

De bedragen die over maximum één jaar worden besteed aan het huren of het onderbrengen van de platforms kunnen in aanmerking worden genomen, met uitzondering van alle andere kosten.

Art. 3. De premie is gelijk aan 50 % van het bedrag dat wordt uitgegeven of geïnvesteerd om een elektronische-handelsplatform op het internet te creëren, te huren of te ontwikkelen en bedraagt maximum 500 000 BEF.

De onderneming heeft slechts recht op éénmaal de in dit besluit bedoelde premie en mag ze voor hetzelfde doel niet cumuleren met andere vormen van overheidssteun.

Art. 4. De elektronische-handelsplatform moet in twee talen bestaan en de volgende mogelijkheden bieden :

1° een voorstelling van de onderneming en de algemene voorwaarden;

2° een catalogus of databank van de producten en dienstverleningen, m.i.v. de tarieven;

3° een systeem om met de klant te communiceren, met als verplichte optie de e-mail en een elektronisch orderformulier met ontvangstbewijs;

4° een nauwkeurige omschrijving van het leverings- en betalingssysteem;

5° de nodige wets- en rechtsteksten, m.i.v. de bevoegde rechtbank in geval van geschil.

De elektronische-handelsplatform moet tevens de volgende mogelijkheden bieden :

1° een on line-factureringsysteem;

2° een elektronisch betalingssysteem.

Art. 5. De onderneming die om de premie verzoekt, moet het bewijs leveren dat ze de fiscale en sociale wetgeving en reglementering in acht neemt.

Zij dient haar verzoek in bij het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest, samen met een afschrift van de factuur (facturen), de uitgevoerde uitgaven of investeringen.

De premieaanvragen moeten uiterlijk op 28 februari 2001 bij het Bestuur in ontvangst worden genomen.

Art. 6. De directeur-generaal van Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest beslist nadat hij via het internet heeft nagegaan of de site wel bestaat, of de in artikel 4, eerste lid, bedoelde minimale voorwaarden vervuld zijn en of de facturen de in aanmerking genomen uitgaven en investeringen dekken.

Als de voorwaarden vervuld zijn, wordt de premie aan de onderneming uitgekeerd.

Art. 7. Het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 tot verlening van een premie aan ondernemingen die een elektronische-handelsplatform creëren of ontwikkelen, wordt opgeheven.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2000 en houdt op van kracht te zijn op 30 maart 2001.

Art. 9. De Minister van Economie en K.M.O.'s is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 juli 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA